Département de Loire-Atlantique
Arrondissement de Châteaubriant
Commune de Notre-Dame-des-Landes

Extrait du registre des délibérations
SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 20 juin 2022

L'an deux mille vingt-deux, le 20 juin, à dix-neuf heures et trente minutes, le conseil municipal de NOTRE-DAME-DES-LANDES, convoqué le 14 juin 2022, s'est réuni à la mairie sous la présidence de Monsieur Jean-Paul NAUD.

Nombre de conseillers en exercice : 18

Nombre de conseillers présents : 15

Nombre de conseillers représentés : 2

Etaient présents : Bernard AUBRAYE, Romain BUGEL, Fanny BURBAN, Pierre CHARRIER, Patricia CORNET, Jean-François COYARD, Marine GUILLOUX, Nathalie MARAIS-CHARTIER, Ghyslaine MORTIER-DORIAN, Jean-Paul NAUD, Laurent PAPIN, Maurice PERRAIS, Dominique PERRAUD, Pauline POTEL, Marie-Annie RUIZ

Absents : Guillaume LE PERON

Excusés :

Isabelle PROVOST,

Patrick MAILLARD,

Pouvoir :

Isabelle PROVOST donne pouvoir à Pauline POTEL pour la représenter

Patrick MAILLARD donne pouvoir à Maurice PERRAIS pour le représenter

Secrétaire de séance : Nathalie MARAIS-CHARTIER

Monsieur le Maire ouvre la séance à 19H30 et propose aux membres du Conseil Municipal d'adopter le compte rendu du conseil municipal du 23 mai 2022. Le compte-rendu de séance est adopté à l'unanimité des membres présents ou représentés.

Ordre du jour :

1. Municipalité : modalités de publicité des actes administratifs pris par les communes de moins de 3500 habitants2. Municipalité : modification du groupe de travail portant sur le bâtiment Maison des assistantes maternelles et logements.3. Finances : Décision modificative n°1 sur le budget principal de la commune4. Culture : création d'un groupe de travail portant sur la création d'un tiers lieu et d'une bibliothèque municipale5. Energie : groupement d'achat d'électricité et de gaz proposé par le SYDELA6. Ressources humaines : renouvellement de la convention de mise à disposition d'un agent accompagnant dans les cars scolaires7. Ressources humaines : création et suppression de postes8. Relevé de décisions.9. Informations diverses.

Municipalité : modalités de publicité des actes administratifs pris par les communes de moins de 3500 habitants
--

Vu l'article L. 2131-1 du Code général des collectivités territoriales, dans sa rédaction en vigueur au 1er juillet 2022,

Vu l'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements,

Vu le décret n° 2021-1311 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements,

Le maire rappelle au conseil municipal que les actes pris par les communes (délibérations, décisions et arrêtés) entrent en vigueur dès qu'ils sont publiés pour les actes réglementaires et notifiés aux personnes intéressées pour les actes individuels et, le cas échéant, après transmission au contrôle de légalité.

A compter du 1er juillet 2022, par principe, pour toutes les collectivités, la publicité des actes réglementaires et décisions ne présentant ni un caractère réglementaire ni un caractère individuel sera assurée sous forme électronique, sur leur site Internet.

Les communes de moins de 3 500 habitants bénéficient cependant d'une dérogation. Pour ce faire, elles peuvent choisir, par délibération, les modalités de publicité des actes de la commune :

- soit par affichage ;
- soit par publication sur papier ;
- soit par publication sous forme électronique.

Ce choix pourra être modifié ultérieurement, par une nouvelle délibération du conseil municipal. A défaut de délibération sur ce point au 1er juillet 2022, la publicité des actes se fera exclusivement par voie électronique dès cette date.

Considérant le site internet de la commune de Notre-Dame-des-Landes, pouvant accueillir les comptes rendus des conseils municipaux ;

Considérant la nécessité de maintenir une continuité dans les modalités de publicité des actes de la commune de Notre-Dame-des-Landes afin d'une part, de faciliter l'accès à l'information de tous les administrés et d'autre part, de se donner le temps d'une réflexion globale sur l'accès dématérialisé à ces actes,

Le maire propose au conseil municipal de choisir les modalités suivantes de publicité des actes réglementaires et décisions ne présentant ni un caractère réglementaire ni un caractère individuel :

- Publicité par affichage, sur la façade de la mairie, au 13 rue Pierre Civel;
- Publicité sous forme électronique sur le site de la commune.

DECISION

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité de ses membres présents ou représentés

POUR : 17

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

- **ADOPTE** la proposition de M. le Maire concernant la publicité des actes administratifs selon les modalités suivantes :
 - Affichage sur l'extérieur de la mairie
 - Mise en ligne sur le site internet

Municipalité : modification du comité de pilotage portant sur la construction d'un bâtiment abritant une Maison des assistantes Maternelles et logements sis rue de la Poste

Vu la délibération 2021-062 portant sur la création d'un groupe de travail pour la construction du bâtiment abritant une MAM et des logements

M. le Maire expose :

Mme Fanny BURBAN, membre du groupe de travail portant sur le projet de construction du bâtiment abritant une MAM et des logements, m'a indiqué être intéressée par ce projet à titre professionnel, et souhaiterait soumettre un projet de micro-crèche ou de MAM.

Dans cette optique, et afin de prévenir un éventuel conflit d'intérêt, j'ai demandé à Mme BURBAN de se retirer du groupe de travail.

Mme BURBAN ne se prononcera également plus sur les délibérations à venir concernant ce bâtiment.

Pour rappel, le groupe de travail était composé comme suit :

Liste 1
Romain BUGEL
Fanny BURBAN
Marine GUILLOUX
Jean-Paul NAUD

M. le Maire propose aux membres du conseil municipal, pour ceux qui le souhaitent, de rejoindre le groupe de travail.

DECISION

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité de ses membres présents ou représentés

POUR : 17

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

- **MODIFIE** le comité de pilotage portant sur le bâtiment Maison des assistantes maternelles et logements sis rue de la Poste comme suit :

Romain BUGEL
Marine GUILLOUX
Jean-Paul NAUD

Finances : Décision Modificative n°1 du budget principal de la commune

Monsieur le Maire expose à l'assemblée les dépenses qui nécessitent d'inscrire des crédits sur les opérations concernées.

SECTION INVESTISSEMENT					
Dépenses					
Article	Opération	dénomination	Détail	Montant	Montant
2313	54	Local poste	Réhabilitation de l'agence postale communale et bureaux à l'étage	54 344.54 €	
2313	100	Ecole publique	Agrandissement de l'école Marcel Pagnol		-54 344.54 €
28031			Amortissements des frais d'étude		-1.78€
28041582			Amortissements sur bâtiments et installations	1.78€	
total dépenses DM n°1				54 346.32€	-54 346.32 €
Équilibre DM n°1				0,00 €	

DÉCISION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité de ses membres présents ou représentés

POUR : 17

CONTRE : 0

ABSENTION : 0

- **ADOPTE** les modifications budgétaires telles que décrites ci-dessus
- **DEMANDE** à M. le Maire d'inscrire ces modifications au budget principal de la commune

Culture : création d'un groupe de travail portant sur la création d'un tiers lieu et d'une bibliothèque communale

Mme Pauline POTEL, adjointe au sport, culture, loisirs, vie associative et communication, expose sa proposition de création d'un groupe de travail pour la création d'un tiers lieu et bibliothèque municipal sur la commune de Notre-Dame-des-Landes.

Vu la disponibilité du bâtiment 3 rue de Nantes, présentant la nécessité d'abriter un tiers lieu suite à l'octroi d'une subvention en ce sens par le conseil départemental de Loire-Atlantique, il convient dès à présent de réfléchir à la future utilisation de ces locaux.

Il est proposé de faire correspondre ce projet avec la nécessité de trouver un lieu pouvant accueillir la bibliothèque municipale, actuellement très à l'étroit.

Le groupe de travail sera composé comme suit :

- 6 élus
- 2 bénévoles de la bibliothèque
- 4 habitants
- Le DGS
- La responsable de la bibliothèque
- La Bibliothèque Départementale de Loire-Atlantique (BDLA)

Les candidats sont :

Liste 1 :

- Pauline POTEL
- Marine GUILLOUX
- Marie-Annie RUIZ
- Isabelle PROVOST
- Fanny BURBAN
- Jean-Paul NAUD

DECISION

Les membres de l'assemblée décident à l'unanimité des membres présents

- **DE FIXER** la composition du groupe de travail pour la création d'un tiers lieu et bibliothèque municipale comme présenté ci-dessus
- **DE PROCEDER** au vote à main levée.
- La liste présentée est :

Liste 1
<ul style="list-style-type: none"> - Pauline POTEL - Marine GUILLOUX - Marie-Annie RUIZ - Isabelle PROVOST - Fanny BURBAN - Jean-Paul NAUD

- **Nombre de votants : 15**
- **Suffrages exprimés : 15**
- **Liste 1 : 15 voix**

RESULTATS DU VOTE

groupe de travail pour la création d'un tiers lieu et bibliothèque municipale	
Président	membres

Jean-Paul NAUD	Membres élus : <ul style="list-style-type: none"> - Pauline POTEL - Marine GUILLOUX - Marie-Annie RUIZ - Isabelle PROVOST - Fanny BURBAN Membres non élus : <ul style="list-style-type: none"> - Le DGS - La responsable de la bibliothèque municipale - Un membre de la BDLA
-----------------------	--

Energie : validation de la convention constitutive d'un groupement de commandes pour la passation et l'exécution d'un marché public d'achat et de fourniture d'énergies proposé par le SYDELA

Vu le Code de la Commande Publique, et notamment les articles L2113-6 et L2113-7

Vu le Code de l'Energie,

Vu l'avis de la commission bâtiments,

Considérant que depuis le 1er juillet 2007, le marché de l'énergie est ouvert à la concurrence. Conformément aux dispositions du Code de l'Energie, les consommateurs d'électricité peuvent librement choisir un fournisseur sur le marché.

Considérant que le SYDELA va lancer un accord-cadre à marchés subséquents pour l'achat et la fourniture d'énergies, qui débutera au 1^{er} juillet 2023 (pour le gaz naturel) et au 1^{er} janvier 2024 (pour l'électricité).

Considérant que le marché public d'électricité en cours de la commune arrive à terme :

- au 31/12/2023 pour l'électricité

Considérant que dans un but de mutualisation des besoins et de bonne gestion de deniers publics, la commune souhaite adhérer au groupement de commandes permanent pour la passation et l'exécution du marché public précité, dont le SYDELA est coordonnateur, Considérant que la convention de groupement prévoit le remboursement des frais supportés par le coordonnateur, à hauteur de :

- **Pour les membres du groupement ayant des besoins en électricité :**
 - 0,0010 € / kWh pour les membres adhérents au SYDELA, reversant 100% de la TCCFE
 - 0,0011 € / kWh pour les membres adhérents au SYDELA, reversant 18% de la TCCFE
 - 0,0013 € HT / kWh pour les membres non adhérents du SYDELA*

**Il est précisé que la prestation de service effectuée pour le compte de non-adhérents au SYDELA est assujettie à la TVA, au taux en vigueur*

Considérant que la commune est adhérente au SYDELA

DECISION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité de ses membres présents ou représentés

POUR : 17

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

- **DECIDE** d'adhérer au groupement de commandes pour la passation et l'exécution d'un marché public d'achat et de fourniture d'électricité,
- **AUTORISE** le Maire à signer la convention constitutive d'un groupement de commandes pour la passation et l'exécution d'un marché public d'achat et de fourniture d'électricité, annexée à la présente délibération,
- **AUTORISE** le représentant du coordonnateur à signer tous les actes nécessaires à la passation et à l'exécution des marchés correspondants issus du groupement de commandes pour le compte de la commune.

**Ressources humaines : renouvellement de la convention de mise à disposition
d'un agent accompagnant dans les cars scolaires**

M. le Maire rappelle que la commune met actuellement à disposition de la CCEG un agent municipal pour la surveillance et l'accompagnement des enfants dans les cars scolaires. Cette mise à disposition est régie par une convention passée entre la commune et la CCEG. Celle-ci arrivant à son terme, il convient de la renouveler.

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION
DU PERSONNEL D'ACCOMPAGNEMENT DES CARS SCOLAIRES**

Entre

La Commune de Notre Dame des Landes, représentée par son Maire, Monsieur Jean-Paul NAUD,

Et

La Communauté de Communes d'Erdre et Gesvres, représentée par son Président, Monsieur Yvon LERAT,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale

Vu le Décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux

Vu la Délibération du conseil municipal du _____, relative au renouvellement de la Convention de mise à disposition d'agents communaux auprès d'Erdre & Gesvres,

Vu la Délibération du Bureau communautaire du 2 juin 2022 relative au renouvellement de la Convention de mise à disposition du personnel d'accompagnement des cars scolaires,

Vu l'accord préalable des agents cités à l'article 1 sur la nature des activités et les conditions d'emploi,

Considérant la nécessité de renouveler la convention pour une nouvelle période de trois ans,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet et durée de la mise à disposition

La Commune de Notre Dame des Landes met les agents, ci-dessous dénommés à disposition de la Communauté de communes d'Erdre et Gesvres, pour exercer des fonctions de surveillance et d'accompagnement dans les cars scolaires primaires desservant la commune, à compter du 1er septembre 2022, et pour une durée de 3 ans :

(Merci d'envoyer les informations suivantes : nom, prénom, grade, pour chaque agent concerné à transport@cceg.fr à l'attention de Wilfried BRAUD, en vue de la rédaction définitive. NB : seuls des agents titulaires peuvent être mis à disposition de la Communauté de communes d'Erdre et Gesvres)

Madame XX, Adjoint Technique Principal,
Monsieur XX, Adjoint Technique,

Madame XX, Adjoint Technique, travaillant si besoin, en remplacement,

Article 2 : Conditions d'emploi

Le travail, en tant que personnel d'accompagnement des cars scolaires, est organisé par la Communauté de communes d'Erdre et Gesvres à raison de deux heures par jour, du lundi au vendredi, sous la responsabilité fonctionnelle du Responsable du Service Mobilités et de son Responsable du Pôle Transport scolaire.

La situation administrative (congés annuels, avancement, autorisation de travail à temps partiel, congés de maladie, congés pour formation professionnelle ou syndicale, discipline) de ces agents est gérée par la commune de Notre Dame des Landes.

Article 3 : Rémunération

Versement : La Commune de Notre Dame des Landes versera aux agents dénommées à l'article premier, la rémunération correspondant à leur grade d'origine (traitement de base, indemnité de résidence, supplément familial, indemnités et primes liées à l'emploi).

Remboursement : La Communauté de communes d'Erdre et Gesvres remboursera à la commune de Notre Dame des Landes, le montant de la rémunération et des charges sociales de ces agents sur la partie de leur temps de travail consacrée au transport scolaire. Des remboursements de frais en lien avec la mission d'accompagnateur de transport scolaire (frais de déplacement pour une formation par exemple) pourront faire l'objet d'un remboursement complémentaire par la Communauté de communes d'Erdre et Gesvres.

Article 4 : Contrôle et évaluation de l'activité

Un rapport sur la manière de servir de ces agents sera établi par le responsable hiérarchique direct, une fois par an et transmis à la Commune de Notre Dame des Landes qui assurera l'entretien professionnel.

Ce rapport est accompagné d'une proposition d'évaluation littéraire.

En cas de faute disciplinaire, la collectivité d'origine est saisie par la collectivité d'accueil.

Article 5 : Fin de la mise à disposition

La mise à disposition de ces agents peut prendre fin :

- avant le terme fixé à l'article 1 de la présente convention, à la demande des intéressés, sous réserve du respect d'un préavis de 30 jours,
- avant le terme fixé à l'article 1 de la présente convention, à la demande de la collectivité d'origine ou d'accueil ;
- de plein droit lorsqu'un emploi budgétaire correspondant aux fonctions exercées par les intéressées est créé ou devient vacant dans la collectivité d'accueil ;
- en cas de faute disciplinaire, sans préavis par accord entre la collectivité territoriale ou l'établissement public d'origine et l'organisme d'accueil ;
- au terme prévu à l'article 1 de la présente convention ;

Si à la fin de la mise à disposition, les agents ne peuvent être affectés dans les fonctions, qu'ils exerçaient avant leur mise à disposition, ils seront affectés dans des fonctions d'un niveau hiérarchique comparable, après avis de la Commission Administrative Paritaire.

Article 6 : Contentieux

Tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de NANTES.

Article 7 : Election de domicile

Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile :

Pour la commune de Notre Dame des Landes, à Notre-Dame-des-Landes.

Pour la communauté de communes d'Erdre et Gesvres à GRANDCHAMP DES FONTAINES

DÉCISION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité de ses membres présents ou représentés, décide

POUR : 17

CONTRE : 0

ABSENTION : 0

- **APPROUVE** les termes de la convention sus présentée
- **AUTORISE** M. le Maire à signer la présente convention

Ressources humaines : création et suppression de postes
--

Modification d'un poste D'ATSEM

Cette modification fait suite à une demande d'avancement de grade sur le grade d'ATSEM principale 1ere classe.

DÉCISION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité de ses membres présents ou représentés, décide

POUR : 17

CONTRE : 0

ABSENTION : 0

A compter du 1^{er} juillet 2022

- **LA CRÉATION** d'un poste d'Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles, sur une durée hebdomadaire de 28H00 sur le grade d'ATSEM Principale 1ere classe
- **DE MODIFIER** en conséquence le tableau des emplois,
- **D'INSCRIRE** au budget les crédits correspondants

Création de deux postes d'agent de restauration scolaire

Afin de pallier le départ de plusieurs agents depuis un an (démission, retraite) un recrutement a eu lieu. Il convient maintenant de créer les postes.

DÉCISION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité de ses membres présents ou représentés, décide

POUR : 17

CONTRE : 0

ABSENTION : 0

A compter du 1^{er} juillet 2022

- **LA CREATION** de deux postes d'agent de restauration sur le grade d'adjoint technique territorial sur un temps de travail de 6H06
- **DE MODIFIER** en conséquence le tableau des emplois,
- **D'INSCRIRE** au budget les crédits correspondants

Relevé de décisions

Pas de relevé de décision

INFORMATION DIVERSES**Vacances des élus**

Présentation en séance du tableau de vacances des élus concernant les mois de juillet et aout 2022

L'ordre du jour étant épuisé, M. le maire lève la séance à 20H37

La prochaine séance du conseil municipal est fixée le lundi 11 juillet 2022

Bernard AUBRAYE	Romain BUGEL	Fanny BURBAN	Pierre CHARRIER
Patricia CORNET	Jean-François COYARD	Marine GUILLOUX	Dominique PERRAUD
Isabelle PROVOST	Guillaume LE PERON	Patrick MAILLARD	Nathalie MARAIS-CHARTIER
Ghyslaine MORTIER-DORIAN	Jean-Paul NAUD	Laurent PAPIN	Maurice PERRAIS

Pauline POTEL	Marie-Annie RUIZ		
----------------------	-----------------------------	--	--